

29 FEVRIER 2008 – MANIF NATIONALE PLACE ROYALE PARIS
Syndicat National des Arts Vivants (Synavi)

Quelle est la situation des Compagnies de théâtre du secteur indépendant de la création?

Bien sûr elle n'est pas bonne.

Ce que ce gouvernement de droite nous enlève:

- la politique de la ville et des territoires
- la démocratie culturelle
- les actions internationales de certaines Cies indépendantes
- les crédits d'intervention artistique etc,

Ce que ce gouvernement nous laisse:

- le droit de créer
- le droit de diffuser

Ce que ce gouvernement nous refuse:

- les moyens de créer
- les moyens de diffuser

Alors non la situation n'est pas bonne. Elle n'est pas bonne pour ceux d'entre nous qui bénéficient ou bénéficieraient de financements ministériels. Alors que dire des Cies qui n'ont jamais bénéficié de ces financements, des Cies émergentes qui n'ont pas de lieu de travail, qui sont dans une précarité extrême?

Non la situation n'est pas bonne.

MAIS ELLE EST VOULUE ET RECHERCHEE

Pourquoi?

D'abord parce que nous existons.

Ensuite parce que nous sommes partout et toujours quelque part.

Parce que nous sommes quasiment les seuls à proposer en permanence un maillage territorial unique au monde.

Parce que ce maillage dispense des contenus qui échappent au contrôle.

ON VEUT DONC NOUS FAIRE disparaître ou au mieux taire ou en tout cas nous amener à servir une pensée unique? En grande partie oui!

Pour cela les contrôles se multiplient et s'intensifient. Le dernier en date est le numéro d'objet. Nouvel instrument de contrôle le n° d'objet établira une traçabilité des salariés intermittents comme cela a déjà été fait pour la vache folle.

Attention, cependant, aux rumeurs. Contrairement à ce qui circule sur internet, le n° d'objet n'exige pas 28 cachets mini. Notre spécialiste juridique a établi une fiche technique sur le n° d'objet. Cette fiche est disponible au Synavi ainsi qu'à l'Ufisc.

Pourquoi s'en est-on pris aux intermittents du spectacle? Pour des questions d'argent? **NON**

Pourquoi s'en prend-on aux structures indépendantes? Pour des questions d'argent? **PAS DU TOUT**

Ce qui est insupportable à un gouvernement de droite décidé

-ce sont les pratiques professionnelles de notre secteur, innovantes et questionnantes, créatives et ouvertes, capables de faire de la création partout et de tout; et de tous;

-c'est un régime professionnel d'assurance chômage qui, au-delà de sa précarité, pourrait en faire réfléchir d'autres au moment où les modes de relations des salariés aux entreprises et le code du travail sont bouleversés;

-ce sont les réflexions nouvelles que nous proposons sur l'employeur-employé que beaucoup d'entre nous ont choisi d'intégrer dans la définition de notre statut professionnel;

-c'est le refus de la marchandisation de nos productions

-c'est le choix de nous situer dans le cadre de l'économie sociale et solidaire qui rompt avec les pratiques traditionnelles d'exploitation de l'homme et de la femme au travail

-c'est la volonté d'élargir le champ d'intervention des Cies en investissant, autour de la création, des territoires nouveaux, en demandant à ce que l'artiste soit placé au centre de la cité, en participant à la création de liens sociaux, en travaillant en partenariat réel avec les structures intermédiaires.

C'est l'artiste intervenant dont on réclame systématiquement la présence tout en réduisant les aides aux projets renvoyant les financements sur les établissements qui n'ont pas les moyens de les assurer.

J'en veux pour preuve le témoignage que va vous apporter Mathilde. Elève de seconde dans un lycée d'Annecy, Mathilde est inscrite dans une classe à horaires aménagés, en formation danse.

(Mathilde, 16 ans)

Le secteur indépendant de la création représente une alternative politique en lien avec tous les acteurs concernés (sociaux, éducatifs, médiations, santé, prison...)

Cette alternative ne convient pas à une société basée

- sur l'uniformisation professionnelle
- sur l'ultralibéralisme qui défend la concurrence comme élément modérateur de l'appétit du gain alors qu'elle n'est qu'un moyen de contrôle des salariés et des producteurs
- sur la flexibilité et la rentabilité qui déstabilisent l'emploi
- sur la massification culturelle
- sur l'alignement d'un discours culturel de consommation
- sur la recherche du profit et la financiarisation du travail

QU'ON NE S'Y TROMPE PAS. Le gouvernement a entrepris une formidable action de déstructuration de notre secteur tout entier, ainsi que ceux de la recherche, de l'école, de la santé et j'en passe.

La RGPP (Révision générale des politiques publiques) quand elle aura produit ses effets créera un paysage culturel, social, professionnel, policé, privatisé, régressif.

Madame ALBANEL se dit choquée par nos actions.

Mais qui doit être le plus en « état de choc » par ce qui se passe actuellement? Les voix qui s'expriment dans les ors de la république et la langue de bois? Ou ceux qui investissent la rue pour crier leur précarité accrue?

QU'ON NE S'Y TROMPE PAS! LES LUTTES NE FONT QUE COMMENCER;

Elles sont politiques au sens où nous revendiquons le droit de cité.

Au sein d'une profession unie, en relation avec tous les secteurs de notre société en lutte, nous entendons participer à la défense d'une démocratie renouvelée et étendue.

Ces luttes consistent à dénoncer partout le désengagement de l'Etat et exiger son arrêt

Il s'agit moins de ce que les uns ou les autres perdent en financement.

Un financement individuel peut être l'objet d'un enjeu (JP Vincent signalait sur France Culture un coup de téléphone du ministère lui indiquant, avant la réunion à l'Odéon, qu'il retrouvait 5% de son budget).

Il s'agit, au-delà de tout corporatisme, d'exiger les conditions d'une négociation basée sur nos réflexions, nos expériences, nos propositions, nos capacités à investir le champ de la création en lien avec les publics qui doivent être de véritables partenaires

Alors inventons des modes nouveaux d'action.

Ouvrons les théâtres! Accueillons le public, les associations, les syndicats, les élus,

Informons! Donnons la parole! Débattons!

Nos armes sont le terrain, la proximité, l'échange, la détermination, nos métiers qui sont

- les corps en mouvement
- la parole en espace
- la musique en lien
- les corps en parole
- la parole en mouvement
- la musique en espace etc.

Nous devons arriver à imposer à un gouvernement régalien un dialogue auquel nous prendrons toute notre part pour convaincre les tutelles et les élus à faire de la politique autrement.